

# D'ERASMUS + À ERASMUS 2021 : le futur programme pour l'inclusion, l'insertion et l'innovation

26 & 27

novembre 2018

Rouen

Région Normandie - 5 rue Robert Schuman  
BP 1129 - 76174 Rouen cedex 1



## SYNTHÈSE

LUNDI  
26 NOVEMBRE



## INTRODUCTION

« Il est question d'un doublement des financements pour la période 2021-2027 du programme et il est attendu le triplement du nombre de bénéficiaires », a annoncé Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus+ France / Education Formation, lors de la conférence « D'Erasmus + à Erasmus 2021 : le futur programme pour l'inclusion, l'insertion et l'innovation », qui s'est déroulée les 26 et 27 novembre 2018 à l'hôtel de Région Normandie, à Rouen. « Comment

toucher les jeunes qui se disent que la mobilité n'est pas pour eux ? Comment aller chercher - dans les territoires ruraux et ultrapériphériques, les quartiers prioritaires, partout - des nouveaux acteurs et des nouveaux publics, qui ne sont pas encore dans le programme ? », a-t-elle questionné avant d'inviter les acteurs de terrain à témoigner, échanger et mutualiser leurs pratiques et réflexions, tout au long de ces deux journées.





## OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

La Norvège est le premier pays “hors UE 28” invité par l’Agence Erasmus+ France / Education Formation à coorganiser l’une de ses rencontres annuelles. Appartenant à l’Espace Economique Européen, elle participe au programme Erasmus depuis 1992. En introduction de ces journées, **Rebekka Borsch, secrétaire d’Etat à l’Éducation et à la Recherche en Norvège**, a précisé qu’elle souhaitait augmenter le nombre de bénéficiaires de mobilités dans son pays (actuellement, 15% des étudiants norvégiens passent au moins trois mois à l’étranger). Elle prévoit de s’appuyer sur le programme Erasmus + et de travailler sur l’inclusion des plus éloignés de la mobilité. Pour y parvenir, Rebekka Borsch a évoqué deux leviers : « sensibiliser les élèves à la mobilité internationale dès le primaire et le secondaire » et « communiquer plus sur le programme afin de faire partir davantage d’apprentis à l’étranger ».



### Faire partir davantage d’apprentis norvégiens à l’étranger

*Rebekka Borsch, secrétaire d’Etat à l’Éducation et à la Recherche en Norvège*



## TABLE RONDE

« Le changement d’échelle est une vraie question dans les Agences Erasmus+. Nous avons deux ans pour y travailler et expérimenter de nouveaux modes opératoires », a pointé **Laure Coudret-Laut, directrice de l’Agence Erasmus+ France / Education Formation**, lors de la première table-ronde intitulée « le futur programme pour l’inclusion, l’insertion et l’innovation ». Selon elle, cela implique « un changement complet des mentalités » et un investissement de tous : enseignants, chefs d’établissements, présidents d’universités et Agences Erasmus +. « Il faut un vrai message politique et des moyens humains pour porter davantage de projets chaque année », a-t-elle insisté. Laure Coudret-Laut a également rappelé qu’elle plaidait régulièrement pour une reconnaissance de l’implication des enseignants dans les projets Erasmus + et une valorisation dans leur carrière. Enfin, elle a jugé incontournable

de « simplifier les procédures, afin que les petits porteurs n’aient pas 250 pages à rédiger » et de « fédérer les acteurs de terrain pour composer des consortia ».



### Deux ans pour travailler au changement d’échelle et expérimenter

*Laure Coudret-Laut, directrice de l’Agence Erasmus+ France / Education Formation*



Dans le cadre de la présidence roumaine du Conseil de l'Union Européenne qui débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2019, **Monica Calota, directrice de l'Agence nationale Erasmus+ roumaine**, a été invitée à participer à la table-ronde pour en annoncer les priorités. Elle a souligné à plusieurs reprises que l'inclusion, la mobilité et l'excellence étaient les trois priorités de la Présidence roumaine dans le secteur de l'éducation. Elle a par ailleurs insisté sur la nécessité pour les universités européennes de « viser l'excellence afin d'être compétitives dans le monde entier ».



## La coopération internationale a permis de construire des ponts, pas des murs

*Harald E. Nybølet, directeur général de Diku*



## Inclusion, mobilité et excellence sont les trois priorités pour la Présidence roumaine

*Monica Calota, directrice de l'Agence nationale Erasmus+ roumaine*



**Harald E. Nybølet, directeur général de Diku, l'Agence nationale Erasmus+ norvégienne**, a introduit ses propos en rappelant les cent années de coopération qui liaient la Norvège à la France. « Une quarantaine d'étudiants norvégiens sont venus faire leurs études à Rouen juste après la Grande Guerre. La coopération internationale a permis de construire des ponts, pas des murs. Elle est peut-être encore plus importante aujourd'hui qu'à l'époque », a-t-il souligné. « Dans un monde global, il est nécessaire de se réunir pour être plus compétitif et l'excellence dans cette coopération est nécessaire », a-t-il ajouté. Un point de vue qui rejoint celui de Monica Calota.

ESN France (Erasmus Student Network), dont la mission est d'accueillir les étudiants internationaux et de sensibiliser les étudiants et lycéens français aux possibilités de la mobilité internationale, était également associé à ces journées d'échanges. **Jean Russo, son délégué général**, a estimé que « les questions d'harmonisation des différents niveaux de reconnaissance », pourtant prévues par le processus de Bologne, faisaient encore partie des freins à lever pour faciliter les mobilités d'études.



Pour **François-Xavier Priollaud, vice-président de la Région Normandie** en charge des Affaires européennes et des Relations internationales, « Erasmus et l'Europe ont besoin des régions et des territoires qui sont capables de mettre tout le monde en réseau et de toucher ceux qui sont éloignés de l'Europe et de ses actions ».

## Erasmus a besoin des régions

*François-Xavier Priollaud,*  
*vice-président de la Région Normandie*



## ATELIER 1

### RENFORCER LA COOPÉRATION ENTRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ENTREPRISE POUR UNE MEILLEURE INSERTION PROFESSIONNELLE DES ETUDIANTS

L'atelier avait pour objectif d'échanger sur le rapprochement de l'enseignement supérieur et de l'entreprise et sur son impact en termes d'employabilité des étudiants. Le public visé concernait tous les étudiants, ce qui implique une dimension d'inclusion sociale pour des jeunes à besoins spécifiques. Deux projets ayant pour vocation de développer les compétences entrepreneuriales des étudiants ont été présentés : *Success4all* (projet de partenariat) sur les compétences entrepreneuriales y compris en réponse aux besoins spécifiques de jeunes en situation de handicap ; et *Food-Sta* (alliance de la connaissance) dans le domaine agroalimentaire, mettant à disposition des formations répondant à la fois aux besoins de l'enseignement supérieur et à ceux des entrepreneurs du secteur. Ces témoignages ont été complétés par un éclairage norvégien sur le sujet.

La question de l'employabilité a été abordée sous trois angles différents lors de cet atelier : l'inclusion, le rapprochement enseignement supérieur-entreprise et les compétences entrepreneuriales.

Impliquant une cinquantaine de participants, les échanges ont été attractifs et plusieurs points et difficultés ont été abordés :

- la façon de s'adresser à l'entreprise est, pour les établissements de l'enseignement supérieur, un point de blocage lié à la représentation même de l'entreprise et à une certaine défiance vis-à-vis de celle-ci. Toutefois, c'est un partenariat gagnant-gagnant, avec un recrutement de profils correspondants aux besoins en compétences de l'entreprise ;

- la participation à un projet Erasmus + offre une vraie plus-value, avec un effet miroir qui permet, à travers les échanges avec des partenaires européens et l'observation d'autres méthodes, de prendre du recul sur ses propres pratiques. Le fait de traiter un sujet à travers le prisme européen offre par ailleurs une légitimité et une crédibilité et permet d'élargir le public cible ;
- il a été souligné l'importance de l'accompagnement de l'étudiant dans l'identification et la valorisation de ses compétences pour faciliter son insertion sur le marché du travail ;
- la création de sa propre activité professionnelle est une réponse pour faciliter l'accès à l'emploi de publics à besoins spécifiques.



## ATELIER 2

### LE NUMÉRIQUE DANS L'ÉDUCATION : UN MOTEUR POUR DÉVELOPPER LA QUALITÉ ET L'INCLUSION POUR TOUS ?

Face à l'objectif d'étendre le nombre de bénéficiaires du programme Erasmus + et de le tripler dans le futur programme, le numérique offre de nombreuses réponses. Grâce à sa grande souplesse technique et à son faible coût, **la mobilité virtuelle** est une solution pour les étudiants qui ne peuvent pas partir (étudiants en alternance, en situation de handicap, ou présentant des responsabilités de chefs de famille...). Susanne Koch, de l'Agence Diku a confirmé : « Au-delà des 15% d'étudiants norvégiens aujourd'hui en mobilité physique, on pourrait, grâce à la mobilité virtuelle, atteindre 100% d'étudiants en mobilité ». L'option d'une mobilité « mixte » est aussi envisagée pour le futur programme 2021-2027, avec des périodes plus courtes à l'étranger, complétées par des modules en ligne.

La mobilité virtuelle ne remplace pas seulement la mobilité physique, elle développe des compétences propres, présentées dans la *Virtual Mobility Matrix*. Plus globalement, le numérique permet de développer de nouveaux outils de formation. Grâce à la réalité augmentée, une école d'infirmière en Norvège a pu créer un module de formation ; un lycée a pu développer des scénarios

de mise en situation professionnelle afin d'aider les jeunes dans leurs choix d'orientation et ainsi réduire le taux de décrochage scolaire.

Le numérique, ce sont aussi des compétences en soi. Le programme Erasmus 2021-2027 vise à développer les **compétences numériques** des citoyens européens pour renforcer leurs parcours professionnels et leur employabilité. A la Chambre d'agriculture de Dordogne, les partenaires du projet *Smart rural* ont mis en place des formations destinées aux agriculteurs pour apprendre à se servir de smartphones et d'applications devenues indispensables dans leurs métiers. L'IUT de Cachan travaille de son côté sur la création d'un parcours connecté pour les fermiers du Liban, afin de désenclaver le territoire.

Enfin, le numérique permet de répondre à l'objectif de simplification des procédures du programme et à l'idéal d'un *Erasmus Without Paper*. Il a permis de développer des outils de suivi et de préparation à la mobilité tels que le contrat de mobilité *Online Learning Agreement* (OLA) ou les cours de langues en ligne *Online Linguistic Support* (OLS) qui permettent de gagner du temps et de réduire l'impact environnemental des projets.



## ATELIER 3

### COMMENT TRANSMETTRE LES VALEURS EUROPÉENNES AUX ÉLÈVES ?

L'atelier a rencontré un franc succès auprès des participants français et norvégiens venus se nourrir de l'expérience réussie de trois porteurs de projets Erasmus + pour susciter chez leurs élèves le sentiment d'appartenance à l'Europe et/ou pour leur transmettre les valeurs qui s'y rattachent.

#### Projet Peace-E

Ce projet de mobilité a permis à une soixantaine de professeurs d'école de partir observer les pratiques professionnelles d'autres enseignants européens. En plus d'avoir pu renforcer leurs compétences linguistiques, ils ont découvert des méthodes d'apprentissage innovantes qu'ils se sont appropriées et grâce auxquelles ils ont amélioré leur climat scolaire. Certains ont par exemple réaménagé l'espace de leur classe : utilisation de coussins de sol disposés en cercle pour initier les discussions ou disposition des bureaux en îlots pour favoriser le travail collaboratif. D'autres ont institué des temps collectifs en assemblée pour libérer la parole des élèves et leur faire prendre conscience de leur appartenance au groupe. Toutes ces innovations pédagogiques ont favorisé la transmission de valeurs telles que la bienveillance, la tolérance et l'ouverture d'esprit.



### Le changement de culture a initié la culture du changement

*Olivier Launey, délégué académique aux relations européennes et internationales de l'académie de Rouen*



### Faire travailler les élèves sur des sujets réels permet de changer leurs regards

*Kristie Segond-Baldwin, professeur d'anglais, ambassadrice eTwinning*

#### Projet Migrants and Refugees

Ce projet eTwinning implique les élèves de cinq collèges de quatre pays qui se sont intéressés à la crise migratoire de manière objective. Ils ont pour cela réalisé des recherches coopératives, mené des entretiens de terrain avec des personnes migrantes ou des bénévoles les accompagnant ou encore rédigé des articles. **Tous ont déconstruit les idées reçues, ouvert leur esprit et développé leur capacité d'empathie et de solidarité.**



## Projet du CEJMA

Associant des doctorants, le Centre d'Excellence Jean Monnet d'Aquitaine (CEJMA) mène des activités de formation à l'Europe et intervient régulièrement dans des classes de lycée pour expliquer la structuration de l'Europe et sensibiliser à ses actions. A travers les thèmes de la citoyenneté européenne et de la crise des migrants, des échanges et des débats sont initiés avec les élèves. **La parole se libère, les fausses idées sont déconstruites et les esprits s'ouvrent.**

Les participants ont conclu que responsabiliser les élèves, les écouter, prendre en considération leurs paroles, leurs idées et leurs aspirations, c'est mettre en situation de citoyenneté et faire d'eux des élèves citoyens.



**Les élèves considèrent les intervenants extérieurs comme légitimes et accordent davantage d'intérêt à leurs propos**

*Léa Meloni, doctorante en droit public*

## ATELIER 4

ERASMUS + :

UNE CHANCE POUR FAVORISER L'INCLUSION DES JEUNES AYANT LE MOINS D'OPPORTUNITÉS ?

Les problématiques spécifiques liées à l'accessibilité des mobilités par les jeunes en situation de handicap et, plus généralement, aux publics les plus éloignés des mobilités ont été soulevées lors de cet atelier. Les participants, français et norvégiens, étaient des professionnels de l'enseignement (secondaire, supérieur, agricole et professionnel), et des acteurs de l'orientation et de l'insertion professionnelles qui se sont retrouvés sur des attentes communes :

- ▶ assouplir la durée des mobilités, afin de s'adapter aux parcours d'études, d'apprentissage ou de formation des bénéficiaires ;
- ▶ faciliter le départ en mobilité des personnels enseignants dans le premier et le second degrés et des personnels administratifs dans l'enseignement supérieur, qui ne sont pas remplacés pendant leur période de mobilité et qui partent en mobilité - pour le public enseignant - pendant leurs congés ;
- ▶ améliorer la prise en charge des besoins spécifiques des bénéficiaires en termes de logement et d'autonomie. Des inquiétudes ont été soulignées quant au triplement annoncé du nombre de mobilités et à la baisse de qualité que cela engendrerait concernant l'accompagnement à la mobilité ;
- ▶ mieux travailler avec les familles pour lever les freins liés à l'environnement social ;
- ▶ utiliser davantage les témoignages de jeunes ayant vécu une mobilité comme leviers ;
- ▶ renforcer la préparation et l'accompagnement à la mobilité ;
- ▶ soutenir les structures qui accompagnent les parcours de mobilité.



## Projet Mapped

Projet de partenariat impliquant sept partenaires pendant deux ans, *Mapped* vise à favoriser les déplacements de jeunes en situation de handicap à travers trois outils : une carte, qui répertorie les bâtiments et leur accessibilité ; une application mobile ; et un info centre, qui a enquêté auprès de l'ensemble des Agences nationales Erasmus+ afin de mutualiser leurs bonnes pratiques.

## Projet Inclusive mobility

Il aborde différentes thématiques telles que la ruralité, le handicap ou l'éloignement de la mobilité et conçoit des ressources disponibles en ligne pour les bénéficiaires et les structures.



**Les personnes en situation de handicap sont sous-représentées dans les mobilités. Alors qu'elles représentent entre 15 et 20% de la population, elles ne sont que 2 à 3% à bénéficier du programme Erasmus +, tous volets confondus.**

*Jean Russo, délégué général ESN France*

**MARDI  
27 NOVEMBRE**

## MISE EN PERSPECTIVE DU PROGRAMME ERASMUS +

**Giorgio Guazzugli-Marini, chef adjoint de l'unité Coordination du programme Erasmus + à la Commission européenne**, a témoigné du bon accueil que la proposition de la Commission européenne pour le futur programme a reçu de la part des Etats membres et du Parlement européen. Inclusion et accessibilité en sont les mots clefs et la base légale reste « assez générale et générique. Elle vise à définir le périmètre d'action de l'UE pour

construire le futur programme Erasmus qui est une évolution, pas une révolution », a-t-il précisé. L'orientation générale partielle adoptée au Conseil des ministres de l'Union européenne, le 25 novembre 2018, a ajouté Giorgio Guazzugli-Marini, ne portait pas sur le budget. « Evidemment le budget n'est pas un détail négligeable, mais le point de départ est positif », a-t-il rassuré.

Le futur programme aspire à être « plus participatif », « plus international » et « plus simple, administrativement parlant » a annoncé Giorgio Guazzugli-Marini. Il a par ailleurs pointé la nécessité d'une plus grande « complémentarité entre les volets du programme Erasmus + et un renforcement de la coordination entre les structures qui les gèrent, afin d'accroître l'impact des fonds européens dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et des sports ». Il a également prôné « le développement des consortia à tout niveau, sur le modèle mis en place dans l'enseignement supérieur ». « Pour faciliter la participation des écoles dans des projets de mobilité, il doit être envisagé que la partie administrative puisse être prise en charge par des organismes intermédiaires, afin de laisser les écoles se concentrer sur la partie pédagogique des projets », a-t-il conclu.

▼ **Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus+ France / Education Formation** a insisté sur « la simplification, qui doit devenir réalité ». « Il faut utiliser ce que nous faisons dans l'enseignement supérieur et reproduire ce schéma dans tous les autres domaines. L'idée de charte, qui permet d'entrer dans le programme, est une nécessité pour l'enseignement professionnel », a-t-elle assuré. Elle a également plaidé pour un démarrage des mobilités « dès le plus jeune âge, dès l'enseignement scolaire ». La directrice a demandé à la Commission européenne de s'interroger sur « la souplesse

possible entre les actions », « la possibilité de reporter un reliquat d'une ligne budgétaire à une autre », pour permettre « plus de transversalité que par le passé, avec une gestion plus qualitative des enveloppes budgétaires ». Revenant sur l'objectif d'un triplement du nombre de bénéficiaires, Laure Coudret-Laut a souligné l'importance de « soutenir les acteurs du programme » et a relevé « la difficulté pour les organismes publics ou semi-publics de créer des emplois, du fait des contraintes administratives nationales ».



## Développer des consortia sur le modèle de l'enseignement supérieur

*Giorgio Guazzugli-Marini, chef adjoint de l'unité Coordination du programme Erasmus +*



## Plus de transversalité, avec une gestion plus qualitative des enveloppes budgétaires

*Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus+ France / Education Formation*





**Jean Russo, délégué général d'ESN France** l'a rejointe : « On ne pourra pas accueillir des flux de mobilité supplémentaires avec le même budget. Avec la démocratisation du programme et l'augmentation des volumes, les universités et nous, les acteurs de la société civile, devront être soutenus ».



## **Il faut plus de flexibilité et de souplesse sur la durée des mobilités**

*Harald E. Nybølet,  
directeur général de Diku*



## **On ne pourra pas accueillir des flux de mobilité supplémentaires avec le même budget**

*Jean Russo, délégué général ESN France*



**Monica Calota, directrice de l'Agence nationale Erasmus+ roumaine** a approuvé son homologue française en ce qui concerne la nécessité de simplification et un « allègement du côté dossier ». Elle a également prôné l'élargissement des chartes - sur le modèle de l'enseignement supérieur - à tous les secteurs, ainsi que le développement des consortia. Enfin, Monica Calota a considéré la souplesse comme une nécessité, « non seulement concernant l'utilisation de l'argent du programme entre les actions mais aussi en tenant compte du contexte national, dont les agences connaissent les particularités ».



**Harald E. Nybølet, directeur général de Diku**, a ajouté qu'il fallait poursuivre « les efforts à faire sur le lien entre le monde du travail et les mobilités », avant de conclure : « Il faut plus de flexibilité et de souplesse sur la durée des mobilités ».



## CONFÉRENCE DE CLÔTURE



▼ **Francoise Guégot, vice-présidente de la Région Normandie** en charge de l'Enseignement supérieur, a rappelé que la Normandie est « en deçà de la moyenne nationale concernant les taux de poursuite d'études, avec une problématique importante de chômage des jeunes, alors même que 21 000 emplois sont non pourvus dans le secteur industriel ». Elle a insisté sur l'aide de la Région à la mobilité européenne. « L'un des axes importants que nous souhaitons développer est d'accompagner les mobilités de courte durée des apprenants de niveau IV et V », a-t-elle précisé. Elle a par ailleurs souligné l'importance du réseau Ténor (Team Europe Normandie), qui rassemble l'ensemble des acteurs normands de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, autour des projets européens. Françoise Guégot est revenue sur le projet *Pass'Monde* dont les objectifs sont de « développer l'esprit d'initiative, favoriser la mobilité des apprenants et réussir l'orientation et l'insertion professionnelles des jeunes ».

” **Accompagner les mobilités de courte durée des apprenants de niveau IV et V**

*Francoise Guégot, vice-présidente de la Région Normandie*

” **S'ouvrir à l'Europe, à l'Europe des citoyens**

*Anne Macey, déléguée générale de Confrontations Europe*

▼ **Anne Macey, déléguée générale de Confrontations Europe**, a résumé la mission du Think Tank qu'elle pilote : « faire participer les citoyens et les acteurs aux grands choix européens et porter leurs messages jusqu'aux institutions européennes ». Elle a ensuite évoqué le travail mené dans des quartiers « très éloignés de l'Europe, où l'on compte un fort taux d'absentéistes ou de votants pour l'extrême droite », afin d'« amener les jeunes à partager leurs expériences avec d'autres jeunes Européens », et ainsi à « s'ouvrir à l'Europe, à l'Europe des citoyens ». Le programme Erasmus + est, selon Anne Macey, « l'une des rares clefs permettant de découvrir les autres, d'apprendre la démocratie et de construire une Europe qui n'est pas réservée à une élite ». Elle a expliqué qu'elle plaiderait au quotidien pour que les publics les plus fragiles et les plus éloignés en deviennent la priorité.



▼ **Mads Gravås, chef de projet du livre blanc sur la mobilité dans l'enseignement supérieur,** au ministère norvégien de l'Education et de la Recherche, a assuré qu'« en Norvège, la mobilité fait partie intégrante de la qualité de l'éducation ». Le livre blanc qu'il pilote est le résultat d'une collaboration et d'un dialogue entre étudiants et société civile. « Actuellement, 15,5% des étudiants expérimentent la mobilité. L'objectif est d'atteindre 25%, puis 50 % à long terme, avec une part de mobilité dans toutes les études », a-t-il complété.



## En Norvège, la mobilité fait partie intégrante de la qualité de l'éducation

*Mads Gravås, ministère norvégien de l'Education et de la Recherche*

▼ **Jean Arthuis, député européen et président de la Commission des budgets du Parlement européen,** s'est réjoui : « La Commission européenne a fait un bel effort en proposant un budget de 30 milliards d'euros pour le programme 2021-2027. Le budget précédent, pour 2014-2020, était de 14,5 milliards d'euros. Le Parlement européen estime que la proposition de budget de la Commission européenne ne suffit pas et il propose un budget de 41 milliards d'euros pour permettre de tripler le nombre de bénéficiaires ». L'ancien ministre a insisté sur la possibilité qui doit être donnée aux

apprentis et aux jeunes de la voie professionnelle de bénéficier de mobilités longues, à l'instar des étudiants. « Si les apprentis ont droit à Erasmus, cela changera les regards sur l'apprentissage », a plaidé Jean Arthuis. « Au nom des traditions, des règles, il y a encore des résistances fortes à ce que les mobilités longues soient reconnues dans les parcours de la formation professionnelle », a-t-il résumé avant d'annoncer son récent rendez-vous avec le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, pour aborder le sujet.



## « Le Parlement européen propose un budget de 41 milliards d'euros

*Jean Arthuis, député européen*



## RETOMBÉES PRESSE



Reproduit avec l'aimable autorisation de News Tank higher ed and research

### **Erasmus+ : les agences européennes face à l'enjeu de tripler le nombre de bénéficiaires**

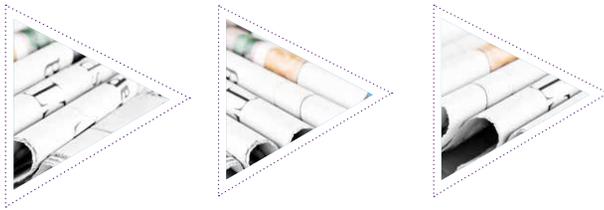
Rouen - Publié le mercredi 28 novembre 2018 - Actualité n° 134317

« Il est question d'un doublement des financements pour la période 2021-2027 du programme. L'enjeu devrait être plus important aussi, car il est attendu que les agences triplent le nombre de bénéficiaires », annonce Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus+ France, lors de la conférence annuelle Erasmus+ qui se déroule les 26 et 27/11/2018 à Rouen. Elle s'exprime en ouverture de la table ronde sur « le futur programme pour l'inclusion, l'insertion et l'innovation », à laquelle participent les agences Erasmus norvégienne, roumaine et ESN (Erasmus Student Network).

« Le passage à l'échelle est une vraie question dans les agences. Nous avons deux ans pour y travailler, expérimenter de nouveaux projets », insiste la directrice de l'Agence Erasmus+ France. Elle liste les grandes questions sur lesquelles sont centrées ces deux demi-journées d'échange :

- ▶ « Comment inclure des publics qui, jusque-là, ne participent pas au programme ?
- ▶ Comment aller chercher dans les territoires ruraux, les quartiers ultrapériphériques, des acteurs, des nouveaux publics, qui ne sont pas dans le programme ?
- ▶ Comment toucher les jeunes qui se disent que la mobilité n'est pas pour eux ? »

« Le passage à l'échelle implique un changement complet des mentalités. Une prise de conscience du besoin d'internationalisation, en partant des enseignants, portée par les chefs d'établissements les présidents d'université et venant de nos institutions. Il faut un vrai message politique et des moyens. Des équipes de rectorats portent des projets dans l'enseignement scolaire et n'ont pas les moyens humains pour porter davantage de projets chaque année », expose Laure Coudret-Laut.



Elle juge également « important que les mobilités des enseignants soient reconnues dans leur carrière professionnelle ». Elle poursuit : « Comment va-t-on faire avec ces volumes ? Simplifier les procédures, afin que les petits porteurs n'aient pas 250 pages à rédiger. Fédérer les acteurs de terrain pour composer des consortiums, dans lesquels seront regroupés les mobilités élèves, étudiants et apprentis ».

### « Harmoniser les différents niveaux de reconnaissance »

Jean Russo, délégué général d'ESN (Erasmus Student Network), dont la mission est d'accueillir les étudiants internationaux et de sensibiliser les jeunes aux possibilités de la mobilité internationale, note que l'association doit « prendre le même tournant que les agences et travailler avec des publics plus éloignés de la mobilité ». Il ajoute : « Mais il manque des endroits où en discuter afin d'être prêts au moment où cela se mettra en place ».

Autre élément important, selon le délégué général : « Le processus de Bologne et la nécessité d'harmoniser les différents niveaux de reconnaissance ».

### Futur programme Erasmus + 2021-2027 : objectif octobre 2020

Dans le cadre de la future présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne pour un semestre, à compter du 01/01/2019, la directrice de l'agence Erasmus+ roumaine, Monica Calota, est également présente autour de la table.

Concernant les étapes avant l'adoption du futur programme Erasmus+ 2021-2027, elle détaille : « L'ambition de la commission est d'avoir tous les textes réglementaires en octobre 2020 pour lancer le nouveau programme à temps. Le vote final au Parlement européen est prévu en avril 2019 ; suivront les négociations entre Conseil de l'Europe, Parlement européen et Commission européenne ».

### La Commission européenne propose de doubler le budget d'Erasmus+ pour 2021-2027

La Commission européenne a adopté, le 30/05/2018, sa proposition relative au futur programme Erasmus+ 2021-2027. Elle y propose de faire passer son budget à 30 Md€ – soit +104,1 % par rapport au programme actuel (2014-2020) doté de 14,7 Md€ –, dont 25,9 Md€ pour l'éducation et la formation, 3,1 Md€ pour la jeunesse et 550 M€ en faveur du sport.

Avec ce budget, la Commission entend atteindre plusieurs objectifs :

- ▶ augmenter le nombre de bénéficiaires ;
- ▶ faciliter la participation des personnes issues de milieux défavorisés ;
- ▶ renforcer la mobilité et la coopération avec les pays tiers ;
- ▶ mettre l'accent sur les études prospectives de domaines tels que les énergies renouvelables, le changement climatique, l'environnement, l'intelligence artificielle ou l'ingénierie ;
- ▶ promouvoir une identité européenne à travers la nouvelle initiative DiscoverEU.





## « Erasmus et l'Europe ont besoin des régions et des territoires »

François-Xavier Priollaud, vice-président en charge des affaires européennes et des relations internationales de la région Normandie, rappelle que « La Normandie, des Vikings, de la conquête britannique, du débarquement des alliés et terre de la réconciliation franco-allemande, est européenne par son passé ». « Erasmus, l'Europe, a aussi besoin des régions et des territoires. Nous, sur le territoire pouvons mettre tout le monde en réseau pour être inclusif et toucher ceux qui n'ont pas la possibilité de se déplacer », insiste le vice-président du conseil régional. Il détaille le projet éducatif de la région Normandie pour « intensifier et soutenir davantage les mobilités » et ainsi « engager la jeunesse, lui permettre de s'ouvrir sur un avenir qui ne peut pas être clos ».

- ▶ 4 200 étudiants ont bénéficié du "Pass Monde" en 2018, une aide à la mobilité partout dans le monde.
- ▶ Un collectif "normand et européen", a mené une première action au Havre, impliquant 1 000 jeunes normands qui ont dialogué avec des diplomates de toute l'Union européenne.
- ▶ La première édition du "Prix liberté des lycéens" aura lieu en juin 2019 qui réunira des jeunes de différents pays du monde.

## 15% des étudiants norvégiens passent au moins trois mois à l'étranger

Cette édition de la conférence annuelle a été construite pendant un an avec l'Agence Erasmus+ norvégienne. « C'est une première pour un pays "hors UE 28" », précise Laure Coudret-Laut. « Cela dit dix ans que nous travaillons sur le programme Erasmus+ sous toutes ses facettes. Un accord nous autorise à participer à tous les volets du programme. Les retours prouvent que cette participation augmente la qualité de l'éducation », déclare Rebekka Borsch, secrétaire d'État à l'éducation et à la recherche en Norvège. « Erasmus est adapté à l'avenir et permet à l'enseignement supérieur de se développer, en termes de recherche et d'innovation. Aujourd'hui, 5 % des étudiants norvégiens passent au moins trois mois à l'étranger. L'idée est d'augmenter ce chiffre, ce à quoi le programme Erasmus+ contribuera. Nous travaillons sur l'inclusion des plus défavorisés ».

Elle cite quelques pistes de progrès :

- ▶ « Communiquer dès le primaire et le secondaire sur la mobilité internationale.
- ▶ Élargir le programme afin de faire partir davantage d'apprentis à l'étranger et pas seulement dans les grandes villes, mais partout, de manière décentralisée.
- ▶ Nous avons déjà deux livres blancs sur la table sur ce sujet, en Norvège. »

## Cent ans de coopération bilatérale

Le directeur général de Diku, l'agence Erasmus+ norvégienne, de témoigner de cent ans de coopération bilatérale : « Une quarantaine d'étudiants norvégiens sont venus à Rouen juste après la Grande Guerre pour faire leurs études. Il y a cent ans, la coopération internationale a permis de construire des ponts, pas des murs. Cette coopération est peut-être encore plus importante aujourd'hui qu'à l'époque. Maintenant les norvégiens sont partout, non seulement à Rouen, mais à Bayeux, Lyon, Caen, Lyon, Toulouse.

La Norvège est un petit pays et n'a pas d'autre choix que la coopération internationale. Dans un monde global, il est nécessaire de se réunir pour être compétitif. L'excellence dans cette coopération est nécessaire, ainsi que l'élargissement de la mobilité. Le numérique doit être un outil pour l'inclusion », expose Harald E. Nybolet.





Reproduit avec l'aimable autorisation de Centre Info

## « Il faut décentraliser et internationaliser l'éducation »

*(Rebekka Borsch, secrétaire d'État auprès du ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche)*

*Le 28 novembre 2018, par Nicolas Deguerry*

Pour sa quatrième conférence annuelle internationale (Rouen, 26 et 27 novembre 2018), l'Agence Erasmus + France / Éducation Formation a travaillé de concert avec l'Agence Erasmus + norvégienne Diku. Si la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne, elle a cependant toujours participé au programme Erasmus. Et voit son attractivité renforcée dans le contexte du Brexit, en raison d'une importante offre de formation anglophone.

Évoquant les « divisions politiques terrifiantes » qui se font jour en Europe, Rebekka Borsch, secrétaire d'État auprès du ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche, dit toute l'importance que son pays accorde à la question des mobilités. Elle en est convaincue, « il faut décentraliser et internationaliser l'éducation ». Pour ce qui est des relations avec la France, la démonstration est aisée : initiée en Normandie il y a 100 ans, la coopération éducative et universitaire franco-norvégienne s'est renforcée en 1983 avec la création de l'Office franco-norvégien de l'université de Caen Normandie, cofinancier aux côtés de quatre universités norvégiennes et du Centre pour l'internationalisation de l'enseignement (SIU). « Il y a 100 ans, il s'agissait de construire des ponts et non des murs, c'est peut-être encore plus important aujourd'hui », commente Harald E. Nybølet, directeur général de Diku, l'agence Erasmus + Norvège. Au niveau européen, la Norvège peut se targuer d'avoir été présente dès les origines du programme Erasmus. Championne de l'internationalisation avec 50 % de ses étudiants de l'enseignement supérieur qui étudient au moins trois mois à l'étranger, la Norvège entend bien accroître ce chiffre. « Pour un petit pays comme le nôtre, c'est indispensable », estime Harald E. Nybølet.



## Qualité

Totalement en phase avec les objectifs d'inclusion, d'insertion et d'innovation du nouveau programme Erasmus, les représentants norvégiens soulignent l'importance qu'ils accordent à la notion de qualité. Une attention que l'on retrouve chez Jean Russo, délégué général du réseau étudiant Erasmus (Erasmus Student Network, ESN), selon qui l'objectif d'inclusion ne doit pas se faire au détriment de la qualité. La montée en charge du programme Erasmus pose la question du maintien de la capacité des associations à assurer un accompagnement global de qualité, souligne-t-il. Ce qui suppose d'être présent au départ, mais aussi au retour, dans une perspective de valorisation des parcours.

« Le passage à l'échelle internationale est une vraie question, qui suppose un changement complet de mentalité », estime Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus + France / Éducation Formation. « La prise de conscience du besoin d'internationalisation doit partir des enseignants, portés par les chefs d'établissement et les universités. » Elle en est consciente, cela suppose aussi que « les moyens suivent les objectifs de 2021 ».

## Expérimentations

Alors qu'Erasmus + 2014-2020 est dans sa dernière phase, Laure Coudret-Laut pointe que les deux années à venir vont permettre de clôturer le programme, mais aussi de multiplier les expérimentations en vue d'Erasmus 2021. Parmi celles-ci, la directrice de l'Agence Erasmus + France cite notamment la promotion de la mobilité longue des apprentis, la constitution de réseaux universitaires européens et des centres d'excellence en formation professionnelle, mais aussi la création de sections européennes en formation professionnelle. Évoquant l'objectif de simplification, elle précise que le nouveau programme adaptera les procédures selon un « principe de proportionnalité », pour inclure des « projets beaucoup plus petits, porteurs d'impact local ».



Reproduit avec l'aimable autorisation de Centre Info

## L'inclusion, l'insertion et l'innovation au programme d'Erasmus 2021

Le 28 novembre 2018, par Nicolas Deguerry

**En 2021, un nouveau programme Erasmus sera déployé pour sept ans. Les grands axes ont été présentés et discutés les 26 et 27 novembre à Rouen (Normandie), lors de la conférence annuelle de l'Agence Erasmus + France / Éducation Formation. Avec des moyens renforcés, Erasmus 2021 est appelé à élargir sa cible en s'inscrivant dans une logique d'inclusion, d'insertion et d'innovation.**

À l'heure où nombre d'administrations publiques doivent faire face à des finances en berne, c'est un problème de toute autre nature qui se présente aux agences Erasmus + européennes. Car avec une probable multiplication par deux du budget pour 2021-2027 (lire notre article), voire un triplement d'après la demande du Parlement européen du 14



novembre 2018, c'est à un changement d'échelle guidé par la croissance auquel doivent se préparer les acteurs européens de l'éducation. Objectif pour les agences nationales Erasmus + ? 12 millions de personnes en mobilité d'ici 2027, soit un triplement du nombre de bénéficiaires. Ceci, dans le cadre d'Erasmus + 2021, nouveau programme en cours de négociation au Parlement européen destiné à prendre la suite d'Erasmus + 2014-2020.

## **Inclusion**

Si ce dernier avait eu la responsabilité de rassembler les précédents programmes de mobilité et de coopération (Erasmus pour l'enseignement supérieur, Leonardo pour la formation professionnelle, Comenius pour l'enseignement scolaire et Grundtvig pour l'éducation des adultes), Erasmus + 2021 place l'inclusion sociale au cœur de ses objectifs. Parmi les propositions définies le 30 mai dernier par la Commission européenne [2], on trouve ainsi la simplification des procédures administratives pour faciliter l'accès des petites structures, l'extension de la mobilité hors Europe aux apprenants de la formation professionnelle et l'augmentation des bourses au bénéfice des publics les moins favorisés.

## **Navire amiral**

Souvent décrit comme le « navire amiral » de l'Union pour le renforcement du sentiment d'identité et des valeurs européennes, le nouveau programme Erasmus devrait poursuivre dans cette voie avec une programmation 2021-2027 attachée à favoriser l'émergence de « partenariats d'excellence » dans le champ de l'enseignement supérieur et professionnel. Également attaché à promouvoir l'innovation, Erasmus + 2021 devrait également développer et organiser la mobilité et la coopération virtuelles. Alors que la Roumanie prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne le 1er janvier 2019, Monica Calota, directrice de l'Agence Erasmus + Roumanie (ANPCDEFP), évoque un mandat placé sous le signe de l'inclusion, de la mobilité et de l'excellence. Trois priorités qui apparaissent donc clairement liées au nouveau programme Erasmus.

## **Erasmus + en bref**

Les 130 agents de l'Agence Erasmus + France / Éducation Formation gèrent 1,2 milliard des 16,5 milliards d'euros de l'enveloppe européenne dédiée au programme Erasmus +. Grâce à celui-ci, en 2017, près de 80 000 personnes sont parties en mobilité depuis la France : 20 338 apprenants de la formation professionnelle (dont 5 000 apprentis), 45 511 étudiants (43 745 en Europe, 1 766 ailleurs dans le monde). 39 % des étudiants et 19 % des apprenants de la formation professionnelle en mobilité Erasmus + se déclarent boursiers sur critères sociaux. Les Régions les plus actives en 2017 sont l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine.





**news tank**  
higher ed & research  
décider en toute connaissance

Reproduit avec l'aimable autorisation de News Tank higher ed and research

## **Erasmus+ : « Le Parlement européen propose un budget de 41 Md€ pour 2021-2027 »**

(J. Arthuis)

*Rouen - mercredi 5 décembre 2018 - Actualité n° 134871*

« La Commission européenne a fait un bel effort en proposant un budget Erasmus+ de 30 Md€ pour le programme 2021-2027. Le budget précédent, pour 2014-2020, était de 13,5 Md€. Le Parlement européen estime que la proposition de budget de la Commission européenne ne suffit pas et propose un budget de 41 Md€ pour permettre de tripler [le nombre] de bénéficiaires », déclare Jean Arthuis, député européen (groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) et président de la commission des budgets du Parlement européen, lors de conférence de clôture de la conférence annuelle Erasmus+ qui s'est tenue à Rouen les 26 et 27/11/2018.

Cet accord du Conseil ne porte pas sur le budget. Ce dernier « fera l'objet d'une discussion horizontale » ultérieure au sein du Conseil, précise Giorgio Guazzugli-Marini. « C'est la procédure de tous les programmes de l'UE. Évidemment, le budget n'est pas un détail, mais le point de départ est positif. »

Cette proposition de programmation a reçu « un accord partiel du Conseil », note Giorgio Guazzugli-Marini, chef adjoint de l'unité de coordination du programme Erasmus+ à la Commission européenne. « C'est du jargon pour dire que le Conseil est d'accord sur un texte légèrement révisé, mais qui ne change pas dans la substance. »

### **Inclusivité et accessibilité comme priorités pour Erasmus+**

Giorgio Guazzugli-Marini, chef adjoint de l'unité de coordination du programme Erasmus+ à la Commission européenne, vient témoigner du bon accueil que la proposition de programmation pour 2021-2027 a reçu de la part des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen.



« Une proposition de règlement assez générale, générique, qui vise à définir le périmètre d'action de l'UE pour construire le programme Erasmus du futur. Une évolution pas une révolution », cadre-t-il.

Sans surprise, au vu des reproches régulièrement faits au programme Erasmus+, qui concerne encore principalement les mobilités d'études supérieures, l'inclusivité et l'accessibilité du programme sont les mots clefs de cette proposition de règlement.

« L'inclusivité pour atteindre les publics les plus fragiles, les gens défavorisés ou qui rencontrent des obstacles dans l'apprentissage. L'accessibilité pour que le programme touche des organisations, des publics, qui n'y ont pas encore participé », détaille Giorgio Guazzugli-Marini.



## Objectifs du futur programme 2021-2027

- ▶ « Un Erasmus plus participatif, avec des actions mises en place pour inciter les jeunes à l'engagement dans la société, dans l'éducation non formelle, dans les quartiers, au niveau européen, via la participation à la vie démocratique. »
- ▶ « Un programme Erasmus plus international, en lien avec la politique de l'Union européenne en termes de croissance, d'excellence et pour une éducation de très haute qualité. »
- ▶ « Une simplification administrative d'Erasmus+, car si l'on double le budget, on ne peut pas se permettre de continuer avec ce type de bureaucratie et de procédures. »
- ▶ « Une complémentarité entre les programmes d'Erasmus+ et un renforcement de la coordination entre les structures qui gèrent les différents programmes, afin d'accroître l'impact des fonds européens dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, et des sports. »
- ▶ « Le développement des consortia à tous niveaux, sur le modèle de ceux mis en place dans l'enseignement supérieur [pour gérer la mobilité]. Pour faciliter la participation des écoles à des projets de mobilité, la partie administrative doit pouvoir être prise en charge par des organismes intermédiaires, afin de laisser les écoles se concentrer sur la partie pédagogique des projets », énumère Giorgio Guazzugli-Marini.

## Reconnaître les mobilités longues des apprentis

Jean Arthuis défend par ailleurs la possibilité pour les apprentis et jeunes de la voie professionnelle de bénéficier de mobilités longues, à l'instar des étudiants.

« Si les apprentis ont droit à Erasmus, ça change le regard sur l'apprentissage », plaide le député européen et président de la commission des budgets du Parlement européen.

« Au nom des traditions, des règles, il y a des résistances fortes à ce que les mobilités longues de ces jeunes soient reconnues dans leur parcours d'études », résume l'ancien ministre, en évoquant un rendez-vous récent à ce sujet avec le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer.

# SYNTHÈSE

## Soutenir les acteurs pour démocratiser le programme

Revenant sur l'objectif d'un triplement du nombre de bénéficiaires assigné au prochain programme Erasmus+, Laure Coudret-Laut, directrice de l'agence Erasmus+ France souligne l'importance de « soutenir les acteurs ». Elle pointe « la difficulté pour les organismes publics ou semi-publics de créer des emplois, en fonction du droit national ».

Jean Russo, délégué général d'ESN (Erasmus Student Network) France, la rejoint : « Avec la démocratisation du programme et l'augmentation des volumes, les universités, et nous, les acteurs de la société civile, devons être soutenus. On ne pourra pas accueillir les flux de mobilités supplémentaires avec le même budget », conclut-il.

## ILS ONT TWEETÉ...



**Jean Arthuis**  
@JeanArthuis

Abonné

À @Rouen, je participe au colloque @ErasmusPro « d'Erasmus+ à Erasmus 2021: le futur programme pour l'inclusion, l'insertion et l'innovation ».



00:33 - 27 nov. 2018

17 Retweets 23 J'aime



**Anne Macey**  
@anne\_macey

Abonné

L'avenir de l'Europe passe par des opportunités #ERasmus bénéficiant d'abord à ceux qui ont moins d'opportunités et à ceux qui ont la responsabilité d'ouvrir les jeunes esprits, les maîtres et enseignants #ConfErasmus sur l'inclusion @JeanArthuis @ErasmusplusFR @NathalieLoiseau



**Jean-Luc Prigent** @JL\_Prigent  
La #Conferasmus dédiée à l'inclusion et au nouveau programme @ErasmusplusFR débute dans quelques minutes. Merci à @VenstreRebekka @Dikunytt @besn #ANPCDEF @RegionNormandie pour la co-organisation de cet événement...

10:49 - 26 nov. 2018

1 Retweet 3 J'aime



# SYNTHÈSE



**Diku** @Dikunytt Suivre

26. og 27. november i Rouen drøftes temaet «From Erasmus+ to Erasmus 2021». Bildet: Vår direktør Harald Nybølet med statssekretær @VenstreRebekka i @Kunnskapsdep (til venstre) og Laure Coudret-Laut, direktør for @ErasmusplusFR



05:03 - 26 nov. 2018

6 Retweets 10 J'aime



**Jean-Luc Prigent** @JL\_Prigent Abonné

La #Conferasmus dédiée à l'inclusion et au nouveau programme @ErasmusplusFR débute dans quelques minutes. Merci à @VenstreRebekka @Dikunytt @ixesn #ANPCDEFP @RegionNormandie pour la co-organisation de cet événement européen @UEFrance @ChristophidouEU



04:55 - 26 nov. 2018

7 Retweets 21 J'aime

Lucas Chevalier, Anne Macey, Jean Arthuis et 4 autres



**DAREIC ACAD CAEN** @annedescamps10 Suivre

« Impliquer, échanger, accompagner et reconnaître », des mots-clés pour le futur programme #ErasmusPlus2021 identifiés lors de la #conferasmus à #Rouen

@ErasmusplusFR @EUErasmusPlus @acCaen @acrouen @Dikunytt @ErasmusPlusRO @UEFrance @RegionNormandie



01:47 - 27 nov. 2018 depuis Rouen, France

2 Retweets 6 J'aime



# SYNTHÈSE



ESN France  
@ixesn

Suivre

Retour sur la #ConfErasmus qui s'est tenue ce début de semaine à #Rouen à la @RegionNormandie avec @Dikunytt, @ErasmusplusFR où 200 professionnels de l'#education ont échangés sur le futur programme #ErasmusPlus: inclusif, accessible, domaines d'avenir, simple, participatif !



04:23 - 28 nov. 2018 depuis Rouen, France

4 J'aime



IF Norway Science  
@IFN\_Science

Suivre

Opening of the #conferasmus at Rouen with #Norway as guest country #FraNor with @VenstreRebekka, @SIUnytt, @ErasmusplusFR

Traduire le Tweet



05:27 - 26 nov. 2018

4 Retweets 8 J'aime





Norwegian Agency for  
International Cooperation  
and Quality Enhancement  
in Higher Education

